



NOTE DE CONJONCTURE



**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRES D'AGRICULTURE
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

WWW.BOURGOGNEFRANCHECOMTE.CHAMBRES-AGRICULTURE.FR

Novembre 2018

NOTE DE CONJONCTURE

Sommaire

- Focus sécheresse

- Grandes cultures
- Viticulture
- Bovin lait
- Bovin viande

- Volaille
- Porc



NOTE DE CONJONCTURE

Cette note de conjoncture a été réalisée par le pôle Economie Conseil de la Chambre régionale d'agriculture.

Elle est diffusée 3 fois par an : en février, mai et novembre.

Volaille, porc, ovin, caprin, équin et forêt : une présentation annuelle

Ces productions font l'objet d'un point détaillé une fois par an.

En novembre, la note fait un focus sur les productions volaille et porc.

Equin et forêt seront présents dans la note de conjoncture de février ; ovin et caprin dans la note de mai.

Sécheresse

Compte-tenu du contexte 2018, il a également été choisi de faire un focus sur la sécheresse.

NOTE DE CONJONCTURE



**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRES D'AGRICULTURE
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

SÉCHERESSE

POUSSE D'HERBE TRÈS DÉFICITAIRE

WWW.BOURGOGNEFRANCHECOMTE.CHAMBRES-AGRICULTURE.FR

SÉCHERESSE

PÂTURE ESTIVALE ET PRODUCTION DE FOURRAGES FORTEMENT IMPACTÉES

- Pousse de l'herbe bloquée par des températures élevées à partir du 15 juin et la très faible pluviométrie : **déficit de plus de 30 % en BFC** par rapport à la normale sur la période 1982.
- Une première coupe de foin quasi-normale en juin, mais pas de deuxième coupe le plus souvent.
- Affouragement des animaux au pré dès juillet avec des stocks prévus pour hivernage.
- Rendements ensilage maïs hétérogènes et globalement inférieurs aux moyennes observées.
- Des cultures pénalisées : rendements soja et maïs impactés par manque d'eau et levée du colza pour la campagne 2019 très perturbée.



NOTE DE CONJONCTURE

La première coupe de foin s'est faite dans de bonnes conditions en mai et juin. Volume et qualité sont au rendez-vous.

Les moissons ont été réalisées précocement et les éleveurs, confiants au vu de la première coupe, n'ont pas anticipé pour constituer des stocks de paille.

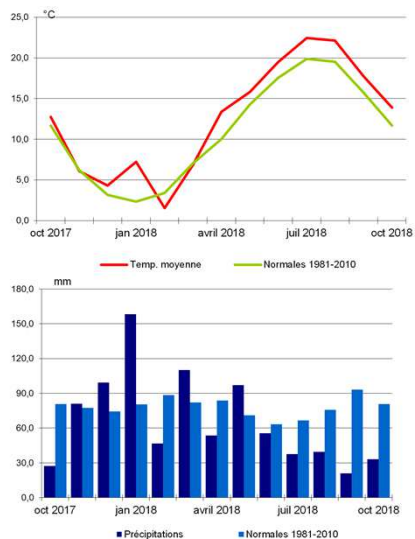
Entre le 25 juin et le 25 août, la température maximale journalière a dépassé presque tous les jours la barre des 25°C, dépassant même les 30°C assez fréquemment. Les précipitations ont été très rares sur cette même période ce qui explique la faible pousse d'herbe à partir de début juillet, puis l'absence de pousse jusqu'à début septembre.

Les éleveurs ont été contraints de démarrer l'affouragement des animaux dès juillet en puisant dans les stocks hivernaux.

Peu de paille disponible sur le marché car la sécheresse européenne a touché également les pays d'Europe du Nord (Allemagne, pays Bas, Suède, Suisse) qui se sont massivement tournés vers le Nord et le Bassin Parisien pour s'approvisionner.

SÉCHERESSE

TEMPÉRATURES ÉLEVÉES ET DÉFICIT DE PRÉCIPITATIONS



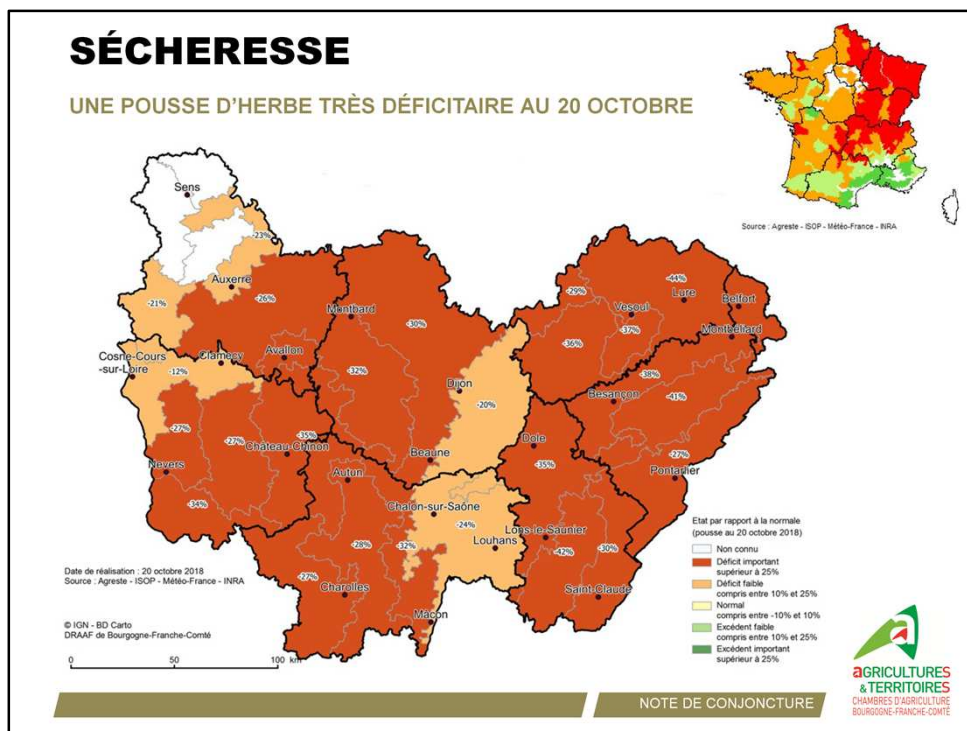
Source : Agreste – ISOP – Météo-France - INRA

NOTE DE CONJONCTURE



- A partir de mars, les températures sont supérieures à la normale.
- Hiver et printemps pluvieux, puis inversion de tendance à compter de juin : chaleur et sécheresse.

L'année 2018 se caractérise par un excès d'eau en hiver et au printemps, suivi par une sécheresse estivale. Localement, certains orages ont apporté un peu de pluie, mais jamais suffisamment pour combler les déficits de pousse d'herbe.



En cette fin de campagne, la pousse cumulée des prairies permanentes est fortement déficitaire (- 23 % en France par rapport à la pousse de référence calculée sur la période 1982 - 2009 au 20 octobre, selon la modélisation ISOP).

Ce déficit concerne toutes les régions sauf PACA. Il est particulièrement important dans les régions Grand-Est, Bourgogne-Franche-Comté, Auvergne-Rhône-Alpes et Hauts de France.

Globalement, le déficit de la pousse d'herbe en Bourgogne-Franche-Comté dépasse les 30 %.

Il dépasse 25 % dans 20 régions fourragères sur 27.

Les plus gros déficits sont à l'est de la région : - 44 % dans les régions vosgiennes de la Haute-Saône et du Territoire de Belfort, - 42 % sur les plateaux inférieurs du Jura et - 41 % sur les plateaux moyens du Doubs et de la Haute-Saône.

SÉCHERESSE

LES MESURES D'URGENCES :

5 M€ DÉBLOQUES PAR LA RÉGION ET LES DÉPARTEMENTS

- Aide forfaitaire à l'UGB femelle (bovins, ovins, caprins et équins).
- Éligibilité fondée sur les critères des aides couplées PAC 2017.
- Aide sur demande de l'agriculteur avec un dépôt de dossier simplifié.
- Zonage fondé sur 27 régions fourragères (cf. carte ISOP).
- Montant aide différencié selon taux de perte fourragère (8 classes de 0/12 % à 40/45 %).
- Exclusion des exploitations IGP jurassiennes des plateaux supérieurs, mais en intégrant les JA.



NOTE DE CONJONCTURE

Les mesures d'urgence visent l'élevage en premier lieu.

Des instructions de **dossiers de procédure de reconnaissance des calamités agricoles** sont engagés. Dans les départements où la reconnaissance de calamité sera retenue, une télédéclaration devra être réalisée par les exploitants en février / mars pour un éventuel paiement à partir de juin.

A ces mesures d'urgence régionales s'ajoutent :

Le dégrèvement de la taxe sur le foncier non bâti (TFNB) pour les parcelles impactées, avec des taux départementaux spécifiques,

Les agriculteurs concernés n'auront aucune démarche particulière à effectuer pour en bénéficier. Au total, cette mesure, financée par l'Etat, représentera un allègement fiscal de plus de 12 millions € sur l'ensemble de la région BFC.

Le report ou l'allègement du paiement des cotisations sociales par les caisses de la MSA.

Une enveloppe nationale supplémentaire de 15 millions € a été déléguée aux caisses de la MSA pour répondre aux agriculteurs touchés par la sécheresse qui en feront la demande.

Le versement en avance des aides découplées PAC du 1^{er} pilier à partir du 16 octobre (70 % au lieu des 50 % habituellement). L'avance versée au titre de l'ICHN représentera 85 % (au lieu de 75 % habituellement).



NOTE DE CONJONCTURE



**agricultures
& TERRITOIRES**
CHAMBRES D'AGRICULTURE
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

GRANDES CULTURES

**2018 : RÉCOLTES HÉTÉROGÈNES
ET HAUSSE DES PRIX**

WWW.BOURGOGNEFRANCHECOMTE.CHAMBRES-AGRICULTURE.FR

GRANDES CULTURES

2018 : RÉCOLTE RÉGIONALE TRÈS HÉTÉROGÈNE

Par rapport à la moyenne quinquennale régionale

- **Blé**, un peu en dessous
- **Orge**, proche
 - Les fortes précipitations du printemps ont asphyxié les céréales d'où une grande diversité inter-départementale, inter-exploitations, voire inter-parcellaire.
- sur **sols superficiels**, drainants ou filtrants : bons rendements
- sur **sols profonds** ou hydromorphes : rendements décevants
- **Colza**, rendement décevant
 - attaques d'altises
 - période froide
 - ressuyage difficile en sol profond
 - floraison rapide sur plantes chétives
 - manque de luminosité
- **Maïs**, mauvais à très bon
 - selon orages locaux ou pas
 - ou irrigation



NOTE DE CONJONCTURE

L'année 2018 présente le pire comme le meilleur. Rien d'exceptionnel dans les moyennes de rendements départementaux et une grande diversité de situation derrière cet indicateur.

Dans chaque département de Bourgogne-Franche-Comté, le rendement moyen en orge est plutôt dans la moyenne quinquennale, le blé un peu en dessous et le colza décevant. Chaque fois, le partage est net entre les récoltes sur sols superficiels drainants ou filtrants et celles sur sols profonds ou hydromorphes. Les fortes précipitations du printemps y ont asphyxié les céréales et le colza, lui-même parfois déjà fragilisé par une période froide et des attaques d'altises. La floraison rapide de celui-ci et le manque de luminosité n'ont rien amélioré. Les rendements en colza sont plutôt décevants dans les sols à ressuyage lent.

En blé, les attaques de fusariose ou de rouille ont pu sévir localement mais globalement peu de pression fongique ou attaques d'insectes sont à déplorer. C'est bien l'excès d'eau qui semble avoir le plus déterminé les rendements parcellaires ou d'exploitation.

La qualité des blés est satisfaisante, la plupart est éligible à la panification tant au regard du taux de protéines (qui fait souvent défaut) que du poids spécifique. En orge, peu de problème de calibrage ou de protéines sont signalés.

Plus tard en saison, l'eau a déterminé à nouveau le niveau de production des cultures de printemps. En l'absence d'orages locaux, de fond de vallée ou bien sûr d'irrigation, les rendements en soja et maïs sont souvent mauvais mais selon la quantité d'eau reçue, ils peuvent atteindre des niveaux bons à très bons. Ajoutée au facteur « eau », la date de semis a pu concourir à la grande diversité des rendements.

GRANDES CULTURES

2018 : CONTEXTE INTERNATIONAL MOINS LOURD POUR LES CÉRÉALES

Après 4 ans de prix bas :

- Une détente est observée sur les prix des céréales.
- Pour la première fois en 6 ans, la récolte mondiale de blé diminue.
- (729Mt) tandis que la consommation stagne (740 Mt) Source CIC
- Le rapport stocks mondiaux sur consommation mondiale reste élevé.

Les stocks chez les principaux exportateurs ont fondu passant de 80 à 60 millions de tonnes.

Blé	R 2015	R 2016	R 2017	R 2018
Stocks/consommation	31,6 %	33,2 %	36,1 %	33,7 %

Source CIC

Moins bonnes récoltes en UE et CEI (Russie et pays satellites) constituent une opportunité pour la France.

Mais déjà le CIC (Conseil International des Céréales) prévoit un essor de la surface mondiale de blé en 2018/19 et un repli notable pour le colza en UE.



NOTE DE CONJONCTURE

Céréales : contexte international moins lourd

Après 4 ans de prix bas, une détente est observée sur les prix des céréales. Les stocks chez les principaux exportateurs ont fondu passant de 80 à 60 millions de tonnes. Pourtant, le rapport stocks mondiaux sur consommation mondiale reste élevé.

Pour la première fois en 6 ans, la récolte mondiale de blé diminue tandis que la consommation ne se réduit que légèrement.

En fait, plus que le bilan mondial, ce sont des conditions locales qui expliquent ce retournement.

Les pays de la Mer Noire (Russie, Kazakhstan, Ukraine) ont effectué une récolte inférieure à celle de 2016 (et 2017, mais celle-ci était exceptionnelle). Plus près de nous, l'Allemagne et les pays du nord de l'Europe, victimes d'une sévère sécheresse, enregistrent une mauvaise moisson.

Sous l'effet d'une baisse des récoltes en Europe et CEI, la situation devient favorable à la France. De plus, l'Argentine taxe de nouveau ses exportations agricoles et la Russie s'apprête à limiter ses exportations de céréales.

Désormais, la parité monétaire \$/€ est déterminante car, à 1,15 \$/€ et 220 €/t, 0,02 \$/€ de variation du cours du dollar impliquent mécaniquement une variation du prix du blé de 4,6 €/t.

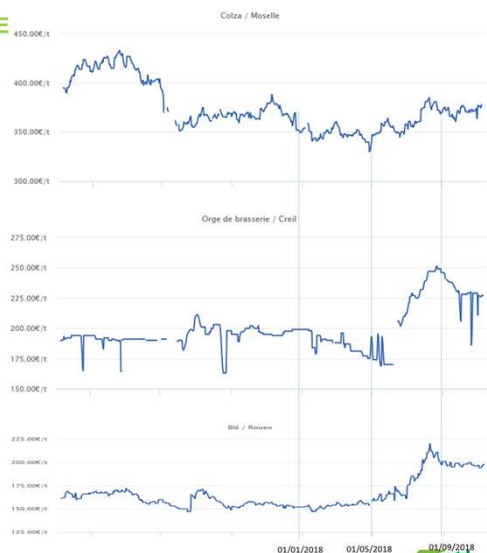
GRANDES CULTURES

2018 : PRIX ORIENTÉS À LA HAUSSE

Le **colza** (rendu Moselle) se positionne autour de 360 €/t tandis que de graves incertitudes sont posées sur l'avenir de l'usine du Mériot (Aube) (diester) qui absorbe une grande partie de la récolte régionale.

Orge, disponibilités limitées / prix élevés. La France est cette année le fournisseur de l'Europe.

Le **blé** (rendu Rouen) a quitté les 150 €/t pour osciller entre 190 et 200 €/t. La concurrence russe devrait s'essouffler. La reconquête des marchés de l'Afrique subsaharienne est en marche.



Source graphes : La France Agricole

NOTE DE CONJONCTURE

AGRICULTURES
& TERRITOIRES
CHAMBRES D'AGRICULTURE
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Les prix d'acompte versés après moisson sont en augmentation par rapport à 2017 pour les céréales (de l'ordre de + 20 %), moins nettement pour le colza.

Blé tendre : prévisions d'exportations révisées à la hausse

La France a récolté 34,2 millions de tonnes (Mt) de blé en 2018, ce qui est moins que les 36-38 Mt habituels. Compte-tenu de la collecte, importations et stock de report, le disponible serait de 34,8 Mt. Les utilisations de blé sur le marché français sont prévues à 15,2 Mt dont 4 Mt par les meuniers, 1,2 Mt par les amidonniers et 1,6 Mt par les éthanoliéristes. FranceAgriMer a révisé à la baisse ses prévisions d'incorporations de blé par les fabricants d'aliments du bétail français à 5 Mt (- 0,1 Mt par rapport aux prévisions de septembre), au profit du maïs, plus compétitif dans les formulations. Les ventes vers l'Union européenne sont désormais prévues à 7,9 Mt (- 125 000 tonnes par rapport aux prévisions de septembre). En revanche, FranceAgriMer mise sur une reconquête des parts de marché perdues la campagne passée, notamment en Afrique subsaharienne et relève donc ses prévisions d'exportations de blé vers les pays tiers à 8,75 Mt. La concurrence russe, qui a déjà écoulé 13,5 Mt de blé sur le marché mondial en trois mois, devrait s'essouffler en deuxième partie de campagne.

Orges : disponibilités limitées, prix élevés

La France dispose de ressources commercialisables d'environ 11 Mt, stocks compris. Face à la demande européenne et mondiale, la France pourrait exporter près de 3,6 Mt d'orges vers l'Union européenne et 3,1 Mt vers les pays tiers. Sur le marché intérieur français, les utilisations par les malteurs devraient rester stables, autour de 350 000 tonnes. En revanche, les incorporations d'orge par les fabricants du bétail sont désormais prévues à 1 Mt au profit du maïs plus compétitif dans les formulations. En effet, le prix de l'orge est élevé, supérieur à celui du blé, en raison de la sécheresse qui a limité les récoltes dans le nord de l'Europe. La France sera un fournisseur incontournable pour le reste de l'Union européenne et les importateurs majeurs, tels que la Chine et l'Arabie Saoudite.

GRANDES CULTURES

2018 : SEMIS SECS

Colza, situation souvent dramatique. Dans certains secteurs, on trouve jusqu'à :

- 1/3 de la sole colza non semée,
- 1/3 de la sole semée mais non levée et pour laquelle existent parfois des impasses techniques pour y implanter une culture de substitution.

Céréales

- Préparation au semis d'un sol très sec, quelle structure dans quelques semaines ?
- Pas de faux semis, pas de désherbage
= aucune gestion des adventices avant le printemps
= repousses de blé dans l'orge (3 % maxi à la récolte).
Des parcelles ont déjà été retournées.
- Mauvaise levée des céréales en général.



NOTE DE CONJONCTURE

La sécheresse se prolongeant, les semis se réalisent dans de mauvaises conditions.

Colza

Chaque fois une prise de risque, un pari sur la pluie ou sur la fin de la sécheresse, était à prendre. Finalement pour le colza, c'est le passage d'un orage ou pas qui a permis le plus souvent une levée ou pas...

En cas de levée nulle ou mauvaise, des impasse techniques peuvent apparaître notamment si un traitement à la napropamide a été effectué. Il interdit ensuite blé, orge de printemps, féveroles, pois d'hiver, lentilles et lin. D'autres molécules induisent d'autres impasses sur d'autres cultures.

Céréales

- La levée des repousses et mauvaises herbes n'a pas eu lieu durant l'inter-culture. Aucune destruction n'a donc pu être opérée. Quel sera le niveau de salissement des parcelles avec les conséquences que l'on imagine pour les années suivantes alors même que les possibilités de destructions chimiques se restreignent ?
- La préparation au semis d'un sol trop sec pourra provoquer une croûte de battance dans les limons au retour des pluies.
- Les repousses de blé dans l'orge pourraient dépasser les 3 %, limite au-delà de laquelle l'orge de brasserie comme mouture est déclassée, non commercialisable. Des parcelles ont déjà été retournées pour cette raison.

Les assolement 2019 sont chamboulés. Le CIC a annoncé déjà un « repli notable des superficies sous colza dans l'UE ».



NOTE DE CONJONCTURE



**agricultures
& TERRITOIRES**
CHAMBRES D'AGRICULTURE
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

VITICULTURE

ANNÉE EXCEPTIONNELLE !

WWW.BOURGOGNEFRANCHECOMTE.CHAMBRES-AGRICULTURE.FR

VITICULTURE

UNE ANNÉE IDÉALE

- Récolte exceptionnelle en quantité (récolte pleine) comme en qualité.
- Conditions de vendanges quasi idéales.
- Pas/peu de pression sanitaire au cours de la campagne.

- Les trésoreries des domaines fragilisés vont se reconstituer après des années de gel, de grêle ou pression sanitaire.

- L'heure est à la reconquête des marchés perdus par manque de disponibilité.



NOTÉ DE CONJONCTURE

Adaptation au changement climatique en marche

Avec l'été sec et chaud, les vignes ont souffert. La pluviométrie n'a souvent pas dépassé 15 mm. Les jeunes vignes peu enracinées ont particulièrement souffert.

Les vendanges se présentent toutefois sous bon augure. Les rendements réglementaires sont souvent atteints et la qualité devrait être au rendez-vous.

Mais au-delà de la récolte 2018, la perception de l'avenir se trouve modifiée. En effet, jusqu'à présent, les étés secs et chauds relevaient de l'exception. Cette année s'installe dans les esprits l'idée selon laquelle la situation se reproduira. **Il faudra adapter la vigne au climat.**

En premier lieu, les pratiques vont évoluer. Lors de cette campagne, dans certains vignobles, ceux qui ont stoppé le rognage pour garder les feuilles et générer de l'ombre obtiennent des baies plus grosses et un rendement de 10 à 15 % supérieur.

La plantation de nouveaux clones jugés trop tardifs à une époque donnée pourraient être reconsidérée.

VITICULTURE

PLACE AU COMMERCE

- Quid des prix...Les transactions n'ont pas encore commencé ... (attente de la vente de vins des Hospices de Beaune le 18 novembre).
- Les parités monétaires interviendront aussi.





NOTE DE CONJONCTURE



**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRES D'AGRICULTURE
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

BOVIN LAIT

UNE FIN D'ANNÉE PEU DYNAMIQUE ET
DES REVENUS EN BAISSÉ

WWW.BOURGOGNEFRANCHECOMTE.CHAMBRES-AGRICULTURE.FR

BOVIN LAIT

FAITS MARQUANTS

- La collecte laitière est affectée par la sécheresse en France et Allemagne depuis le mois de juillet.
- Les fortes chaleurs et le manque de fourrage ont impacté la qualité du lait et, par conséquent, le prix payé aux producteurs.
- Les pays d'Europe du Nord sont fortement impactés par la sécheresse.
- La production est dynamique aux Etats-Unis et en Argentine et tire les échanges mondiaux
- En France et en Europe, le 4ème trimestre risque d'être peu dynamique par manque de ressource laitière.
- Les stocks de poudre ont été partiellement écoulés mais restent importants.
- On attend au mieux une stabilisation du prix du lait pour la fin de l'année 2018 ...



NOTE DE CONJONCTURE

La sécheresse très atypique de 2018 a concerné le centre et le nord de l'Europe. Les pays laitiers d'Europe : France, Allemagne, Iles Britanniques (dont l'Irlande), Pays Bas ont tous souffert cet été du manque de fourrage. En conséquence, la production laitière n'a pas été dynamique et le marché des aliments, coproduits et fourrages est très tendu.

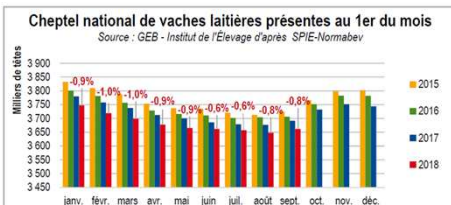
La faible disponibilité en produit laitier pourrait tirer le prix du lait vers le haut, mais il ne semble pas que ce soit le cas à la fin octobre. On trouve deux raisons à cette stagnation du prix :

- la production de lait est très dynamique aux Etats Unis et en Argentine,
- l'UE profite de cette rareté pour écouler les stocks de poudre mis à l'intervention.

Le dernier trimestre 2018 ne s'annonce donc pas sous les meilleurs auspices pour les producteurs de lait conventionnel français.

BOVIN LAIT

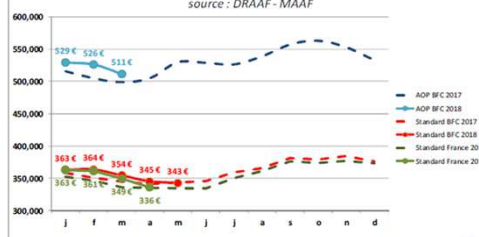
AJUSTEMENT DES EFFECTIFS ET STAGNATION DU PRIX DU LAIT



- Au 1er septembre en France, on comptait 30 000 vaches laitières de moins qu'en septembre 2017 (- 0,8%).
- L'ajustement des effectifs devrait se poursuivre sur l'automne en raison du manque de fourrage.

- Le prix du lait AOP poursuit sa croissance régulière autour de 2 %.
- Le prix du lait conventionnel français devrait au mieux se stabiliser au niveau de 2017.
- En région, le lait conventionnel est légèrement mieux valorisé qu'au niveau national, sans toutefois dépasser le niveau de 2017.

Evolution du prix du lait mensuel payé au producteur en Bourgogne - Franche-Comté
(euros / 1000l - qualité réelle)
source : DRAAF - MAAF



NOTE DE CONJONCTURE

Depuis déjà 3 ans, on assiste à **une diminution du cheptel laitier français**, témoin du faible dynamisme de cette filière. En septembre 2018 s'ajoute à cette baisse structurelle une baisse conjoncturelle : les éleveurs avec des stocks fourragers diminués ajustent les effectifs d'animaux.

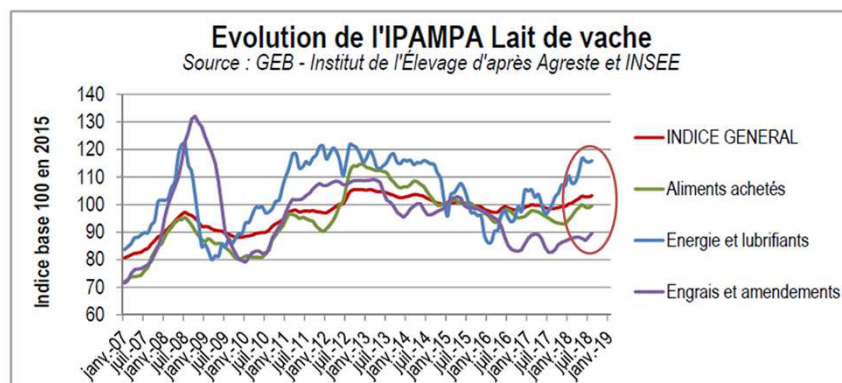
En région **BFC**, on constate le **même phénomène** et on s'attend à un ajustement plus marqué dès la rentrée des animaux, ce pour la filière conventionnelle comme pour la filière AOP.

En lait conventionnel, le prix de base devrait être, au mieux, stable par rapport à 2017. Par contre, on observe déjà une baisse du prix payé au producteur en raison d'une baisse de la qualité consécutive au manque de fourrage et aux fortes chaleurs. Les fourrages (maïs) récoltés cette année seront, dans bien des situations, de faible valeur alimentaire. Le manque de taux (TB et TP) risque de se poursuivre tout au long de l'hiver.

Au niveau mondial, malgré la croissance solide aux Etats-Unis et en Nouvelle-Zélande, **la ressource laitière se fait moins abondante** dans les cinq grands bassins laitiers exportateurs. Ainsi, mois après mois, la collecte agrégée des 5 principaux bassins exportateurs progresse de moins en moins vite (+ 150 000 t en août, soit + 0,6 %/2017), en raison de l'arrêt de croissance de la production laitière européenne. L'UE-28, qui était le premier contributeur jusqu'en juillet, est désormais dépassé par les États-Unis, suivis de la Nouvelle-Zélande.

BOVIN LAIT

L'ALIMENTATION ET L'ÉNERGIE TIRENT LES CHARGES À LA HAUSSE



- La hausse des charges est marquée (indice IPAMPA +4,8 % /2017)
 - + 5,7 % /2017 pour le poste aliments achetés
 - + 16 % pour le poste énergie et carburant



NOTE DE CONJONCTURE

L'indice IPAMPA établi à 103,8 points au mois d'août (en base 100 au 1er janvier 2015) révèle une augmentation significative des charges de production.

Indépendamment des conditions climatiques, ces charges étaient orientées à la hausse depuis la mi-2017 pour les carburants et lubrifiants ainsi que pour les engrais et les amendements.

Les aliments achetés ont, quant à eux, augmenté à partir du mois de janvier 2018. La pénurie de fourrages conduit actuellement à un emballement des cours des aliments. Outre le prix des aliments et coproduits, c'est leur rareté sur le marché qui pré-annonce un début d'année 2019 très difficile pour les producteurs qui auront besoin de ces produits pour alimenter leurs troupeaux.

BOVIN LAIT



PRÉVISIONS DE REVENUS 2018 JUSQU'À 23 % DE BAISS

Systèmes	Lait Montagne AOP			Lait de Plaine Spécialisé			Lait et cultures de vente		
	2018 (estimé)	Evolution/2017		2018 (estimé)	Evolution/2017		2018 (estimé)	Evolution/2017	
		Brute (€)	Relative		Brute (€)	Relative		Brute (€)	Relative
Produit brut	235195	6601	3%	317149	-8038	-2,47%	524476	-13309	-2%
Prix du lait	534	10	2%	352	-5	-1,40%	340	-5	-1%
Produit viande (de l'atelier lait)	28 766	3686	15%	35152	822	2,39%	31176	206	1%
Produit de la surface non fourragère							113895	-8718	-7%
Charges opérationnelles	59627	9423	19%	107403	5184	5,07%	190501	7953	4%
Dont achats d'aliments	27955	4662	20%	51314	2577	5,29%	73442	5202	8%
Charges de structure	84367	2477	3%	96591	-271	-0,28%	188400	1394	1%
Charges totales	143995	11901	9%	203994	4913	2,47%	378901	9347	3%
EBE	91200	-5300	-5%	113156	-12951	-10%	145575	-22655	-13%
Disponible	56707	-3466	-6%	51645	-12789	-20%	70493	-21511	-23%
Revenu courant avant impôts et MSA / UMO	41195	-1724	-4%	31363	-5069	-20%	24873	-14787	-23%



Ces simulations sont réalisées sur l'année civile. Elles n'évaluent donc pas l'impact sur l'ensemble de la période hivernale 2018-2019.



NOTE DE CONJONCTURE

Conjointement, les équipes d'ingénieurs Galacsy et Inosys Réseau d'Élevage ont, dès le début du mois d'octobre, réalisé des prévisions de revenus 2018 sur les grands types laitiers de la région. Pour ce faire, ils se sont appuyés sur des modèles d'exploitations (cas-type) et ont émis des hypothèses de prix et de performances techniques en s'entourant de partenaires (DRAAF, ECEL, Experts des CA).

Pour le système Montagne AOP :

- Le produit brut poursuit sa croissance, tiré par celle du prix du lait et par l'augmentation du produit viande de l'atelier lait (ajustement des effectifs).
- Les charges opérationnelles sont en forte hausse, essentiellement due à l'augmentation des achats d'aliments (fourrages, paille alimentaire et concentrés) pour faire face au manque de fourrage.
- Les conséquences sur le résultat économique restent limitées avec une diminution de 4 % du Revenu Courant avant impôt et MSA.

Les systèmes de plaine souffrent plus

- Dans ces systèmes, le produit brut diminue sous l'effet d'une baisse du prix du lait de l'ordre de 5 € /1 000 l en raison de la perte de qualité.
- Pour les systèmes avec cultures de vente, la diminution du produit des cultures est estimée à 7 %, en raison des mauvais rendements des cultures de printemps. Cette baisse a tout de même été un peu amortie par des cours meilleurs qu'en 2017 pour les céréales.
- Pour ces systèmes de plaine, la sanction est sévère avec une perte de 20 à 25 % sur le résultat courant. Pour le système lait + cultures, majoritaire dans notre grande région, c'est environ 15 000 € par unité de main d'œuvre qui manqueront à la fin de l'année.

Ces simulations ne tiennent compte que de l'année civile (01/01/18 au 31/12/18). La rémanence de la sécheresse sera forte sur l'année 2019 et particulièrement sur le premier trimestre.



NOTE DE CONJONCTURE



**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRES D'AGRICULTURE
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

BOVIN VIANDE

**UNE SÉCHERESSE AUTOMNALE
QUI IMPACTE DURABLEMENT
LES SYSTÈMES?**

WWW.BOURGOGNEFRANCHECOMTE.CHAMBRES-AGRICULTURE.FR

BOVIN VIANDE

FAITS MARQUANTS

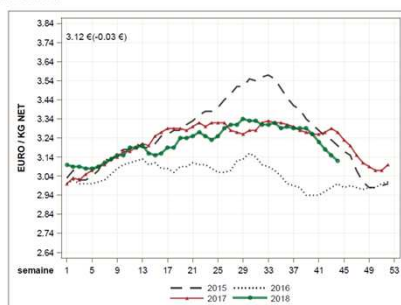
- Un marché des gros bovins femelles qui reste tendu en raison d'une nouvelle décapitalisation laitière consécutive à la sécheresse.
- Un ralentissement relatif des sorties de femelles allaitantes depuis la fin de l'été.
- Même si la sécheresse tend à accélérer les sorties de brouards, le marché reste fluide.
- Marché difficile pour les JB malgré une hausse des exportations de viande française.
- Des charges de production en augmentation et un surcoût lié au manque de précipitations.



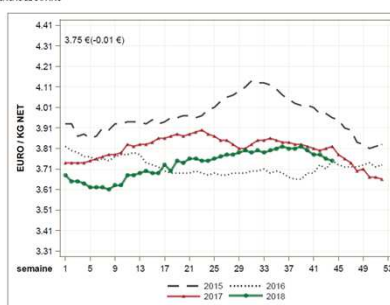
BOVIN VIANDE

MARCHÉ DES FEMELLES : UN MARCHÉ ENCORE SOUS PRESSION

COTATION HEBDOMADAIRE FRANÇAISE DE LA VACHE DE CLASSE O
Semaine 44 du 20/10/18 au 04/11/18



COTATION HEBDOMADAIRE FRANÇAISE DE LA VACHE DE CLASSE R
Semaine 44 du 20/10/18 au 04/11/18



Cotation FranceAgriMer - 4 nov. 2018

Vache « O » : 3,12 €/kg
(-0,17€ / 2017)

vache « R » : 3,75 €/kg
(-0,06€ / 2017)



NOTE DE CONJONCTURE

Les cours restent malheureusement inférieurs à ceux de 2017, en raison notamment d'une hausse des abattages depuis le début de l'année. Un mouvement de décapitalisation est maintenant à l'œuvre depuis plus de 2 ans sur le troupeau allaitant mais semble engager une forme de ralentissement depuis le second semestre 2018.

Les origines du phénomène de décapitalisation

Le nombre accru de vaches sans veau suite à des problèmes de reproduction a augmenté l'offre sur le premier semestre face à une demande limitée (consommation intérieure en berne). Puis, suite à la sécheresse dès le milieu de l'été, les sorties de femelles, souvent mal finies, ont afflué dans les abattoirs. La réduction du cheptel reproducteur se limite malgré tout à une baisse comprise entre - 2 et - 3 % par rapport à l'année précédente.

Ajustement du cheptel laitier en raison de la sécheresse

La sécheresse a contraint les producteurs laitiers à ajuster leur production par manque de fourrage, et donc réformer de manière importante leur cheptel de souche (+ 6 %/2017 en août). Cette nouvelle décapitalisation laitière remet une pression supplémentaire sur les cours déjà bien moroses des femelles finies.

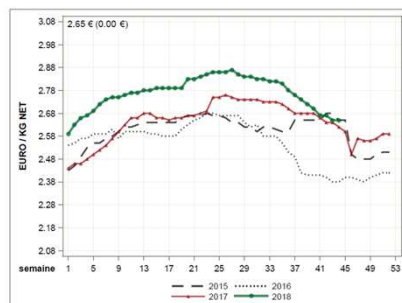
Le constat est le même pour les pays laitiers du nord et de l'est de l'Europe, frappés eux aussi par cet épisode climatique. Ils devraient, afin d'économiser leurs faibles ressources fourragères, réguler la production en réformant plus d'animaux.

Les marchés des femelles subissent donc cette pression partout en Europe (Pays bas, Irlande, Allemagne) et viendront donc, comme à chaque crise laitière, influencer négativement le cours des vaches allaitantes françaises.

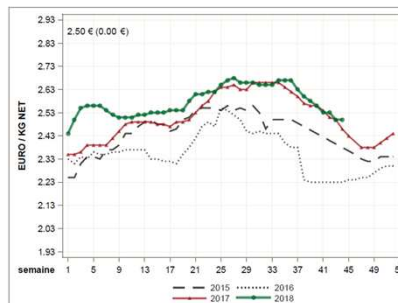
BOVIN VIANDE

UN MARCHÉ DES BROUARDIS FLUIDE

COTATION HEBDOMADAIRE FRANÇAISE DU BÉTAIL MAIGRE MÂLE CHAROLAIS U 6-12 MOIS DE 350 KG
Semaine 44 du 29/10/18 au 04/11/18



COTATION HEBDOMADAIRE FRANÇAISE DU BÉTAIL MAIGRE MÂLE CHAROLAIS U 12-24 MOIS DE 450KG
Semaine 44 du 29/10/18 au 04/11/18



Cotation FranceAgriMer - 4 nov. 2018

350 kg : 2,65 €/kg
(+ 0,01 €/2017)

450 kg : 2,5 €/kg
(=/2017)



NOTE DE CONJONCTURE

Maintien des cours

Malgré quelques sorties avancées pour cause de sécheresse et grâce au déficit de naissances de l'hiver dernier, les sorties de brouards mâles et femelles se sont déroulées dans un marché fluide, avec un maintien des cours à un niveau légèrement au dessus de celui de 2017.

Vers un rattrapage des naissances ?

Le niveau des naissances a progressé (+ 6 %/2017 en juillet) par rapport à la grosse baisse de 2017 (mauvaise campagne de reproduction) et ce malgré un nombre de vaches allaitantes toujours en baisse (- 2,3 %/2017). Il est difficile de penser que cette augmentation comblera le manque de vaches présentes dans les élevages et donc leur potentiel de production.

Adaptation des éleveurs à la sécheresse

Par ailleurs, quelle sera l'adaptation des éleveurs face au manque de fourrage et la hausse des coûts d'alimentation ? La décapitalisation va-t-elle se poursuivre ? D'autant plus que l'impact de la sécheresse se fera peut être sentir plus durablement sur le printemps 2019 (stocks épuisés, semis ratés, indisponibilité des matières premières, conséquences sur la productivité des animaux...).

La conduite des brouards sera au final peu influencée par la sécheresse, tout au plus les sorties pourront s'étaler un peu plus en raison des disparités de croissances.

Une demande à l'export ralentie

Sur cette campagne, les brouards lourds sont plus recherchés que les brouards charolais trop légers en raison notamment des difficultés d'exportation vers les pays tiers (crise économique en Turquie, difficultés de trouver des animaux vaccinés contre le sérotype 4, crise sanitaire en Algérie...).

Même si l'évolution du marché turque peut influencer rapidement l'équilibre des exportations, la baisse des disponibilités en brouards français et le dynamisme encore présent de l'Italie et l'Espagne (pour les femelles) devraient encore soutenir les cours sur le premier semestre 2019.

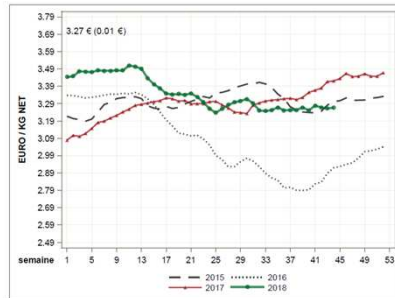
Le marché des femelles maigres reste lui aussi assez fluide au cours de cette campagne malgré la baisse des envois vers l'Espagne (compensée par le débouché Italien).

Le niveau des exportations du maigre français a reculé (- 5 %/2017 sur 9 mois pour les mâles et - 3 % pour les femelles) et souffre du manque de disponibilité, mais reste pour l'instant relativement élevé (après une année record en 2017).

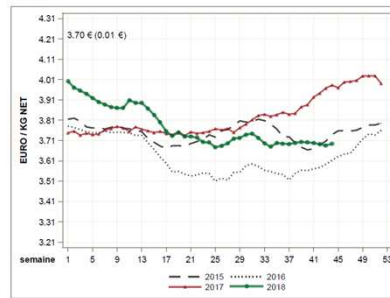
BOVIN VIANDE

JB: DES COURS BIEN EN DESSOUS DE 2017

COTATION HEBDOMADAIRE FRANCAISE DU JEUNE BOVIN CLASSE O
Semaine 44 de 2015/18 au 04/11/18



COTATION HEBDOMADAIRE FRANCAISE DU JEUNE BOVIN CLASSE R
Semaine 44 de 2015/18 au 04/11/18



Cotation FranceAgriMer - 4 nov. 2018

JB « O » : 3,27 €/kg
(-0,15€/2017)

JB « R » : 3,70 €/kg
(-0,29€/2017)



NOTE DE CONJONCTURE

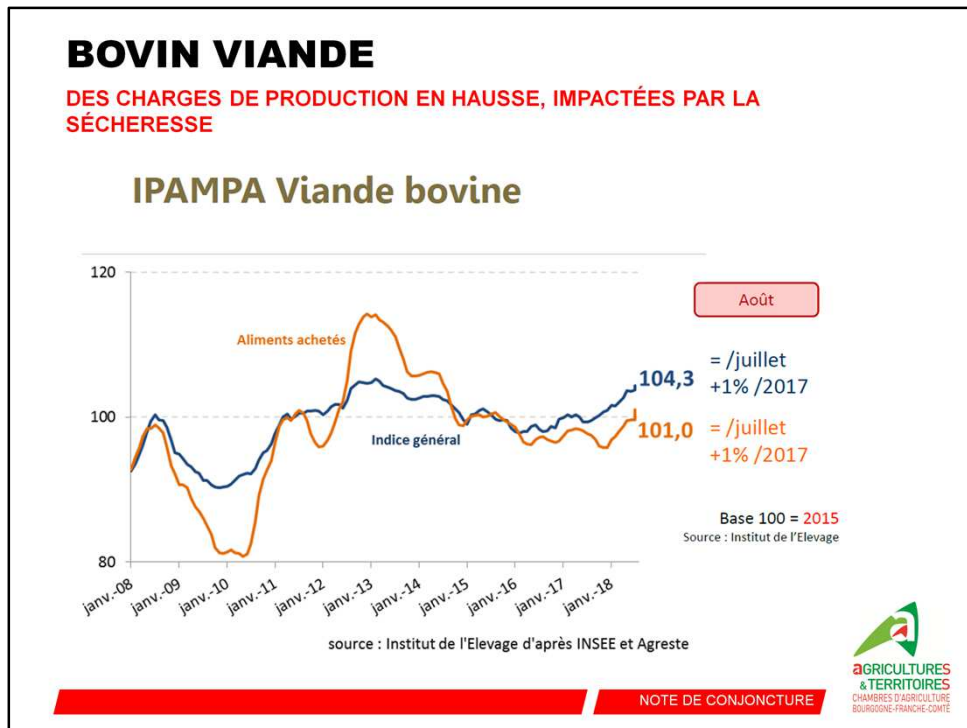
Le marché des jeunes bovins reste lourd comparé à l'année précédente et entraîne une baisse significative des cours de 30 centimes pour le JB « R » notamment.

Malheureusement, des données BDNI nous indiquent un stock important de mâles de 12/24 mois (+ 22 000 têtes/2017 au 1^{er} septembre) qui n'est pas compensé par la baisse des types laitiers (- 10 000 têtes/2017 au 1^{er} septembre) ce qui ne devrait pas alléger ce contexte morose.

Dans le même temps, les exportations françaises de viande ont augmenté de + 2 % par rapport au premier semestre 2017, essentiellement sur des petits marchés d'opportunité. Néanmoins, cela ne suffit pas à redonner suffisamment de souffle à ce marché.

En Italie, la hausse saisonnière du JB est modérée même si la consommation intérieure « pousse » encore la production de viande.

Le marché polonais poursuit sa croissance en 2018 et se développe essentiellement, pour l'instant, vers les pays tiers et les marchés secondaires. Une inquiétude demeure néanmoins en ce qui concerne les difficultés économiques de son débouché turc. Il ne faudrait pas que la Pologne se recentre sur un marché européen déjà saturé...



Une sécheresse atypique

Les températures excessivement chaudes et l'absence de pluie en dehors de quelques orages très localisés ont réduit à néant le stock d'herbe dès la mi-juillet. La pousse de l'herbe n'a jamais repris jusqu'à fin octobre, ce qui a obligé souvent les éleveurs à compléter les animaux au pâturage pendant parfois plus de trois mois.

Une grande partie des éleveurs a eu recours à des achats à des prix progressivement très élevés : du foin dont les disponibilités ont été vite épuisées, de la paille récoltée en quantité moindre et dont les prix, sous la concurrence d'autres débouchés, se sont envolés dès la fin de l'été (pays du nord de l'Europe, énergie, spéculation).

Au-delà de ces distributions de fourrages, des rations de concentré ont été nécessaires pour soutenir les croissances des jeunes et pour les reproductrices dans les systèmes en vêlage précoce.

Parallèlement, l'amélioration sensible du marché du brouillard n'a fait que compenser la nouvelle dégradation des prix de la viande. Les prix au kilo vif vendu resteront très proches de ceux de 2017 : stables dans les systèmes maigres, en régression de - 2 à - 3 % dans les systèmes avec davantage de finition.

Des pertes qui seront étalées sur 2 campagnes

Pour l'hiver qui arrive, les pertes d'état de l'ensemble du troupeau va imposer une compensation sous forme de concentré (de l'ordre de 1 kg/animal). Cette sur-consommation sera d'autant plus pénalisante que les prix des concentrés subissent une forte hausse depuis septembre (+ 6 à + 8 %).

Il faut ajouter tous les effets annexes qui risquent de pénaliser la production 2019 : dégradation des prairies, sur-consommation en eau, non réalisation ou échec des semis tant dans les fourragères que dans les céréales.

Le surcoût total peut être estimé « a minima » (en fonction des systèmes et de la pluviométrie) à 150 €/UGB, mais avec un impact réparti entre les exercices comptables 2018 et 2019 (*Estimation réseau d'élevage INOSYS*).

Enfin, cette conjoncture difficile sera encore amplifiée par la perte de l'ICHN pour les élevages localisés dans les communes exclues du nouveau zonage. C'est la promesse « funeste » d'une perte moyenne de plus de 8 000 € par exploitant qui s'appliquera à partir de 2019. Une aide dégressive accompagnera les agriculteurs concernés : 80 % du montant de référence en 2019 et 20 % en 2020.

Pour mémoire : 57 communes exclues en Côte d'Or, 8 en Saône-et-Loire, 7 dans le Jura, 6 dans la Nièvre, 5 dans l'Yonne et 1 en Haute-Saône.



NOTE DE CONJONCTURE



**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRES D'AGRICULTURE
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

VOLAILE

**PRODUCTION ET CONSOMMATION EN
HAUSSE**

WWW.BOURGOGNEFRANCHECOMTE.CHAMBRES-AGRICULTURE.FR

VOLAILLE

UNE PRODUCTION EN CROISSANCE EN 2017

MONDE

- Production mondiale de volaille de chair : 118 Mt en 2017.
- Échanges mondiaux contrariés par le contexte sanitaire.
- Déficit en viandes de volaille prévu en Asie à l'horizon 2026.

UNION EUROPÉENNE

- Production européenne de volaille en léger repli sur l'année 2017.
- Abattages de poulet en hausse.
- Abattages de dinde et de canard en repli.
- Réduction du déficit commercial de l'UE.

FRANCE

- Hausse de la production de volaille.
- Progression du déficit commercial avec l'UE.
- Consommation de volaille en hausse.



NOTE DE CONJONCTURE

D'après la synthèse ITAVI 2017 – TeMA

Monde

Les échanges mondiaux se replient en raison du contexte sanitaire au Brésil et des restrictions aux importations pour cause d'*Influenza* aviaire.

Le déficit en viandes de volaille devrait se creuser en Asie à horizon 2026 selon l'OCDE.

Union Européenne

La production européenne de volailles est en léger repli sur l'année 2017 (- 0,2 %) et les abattages sont en hausse de + 0,7 %.

Les abattages de poulet sont en hausse (+ 1,8 %), mais moins marquée que les années précédentes avec un ralentissement de la croissance en Pologne.

Les abattages de dinde et de canard se replient de 1,5 % et 6,4 % en lien avec l'*Influenza* aviaire.

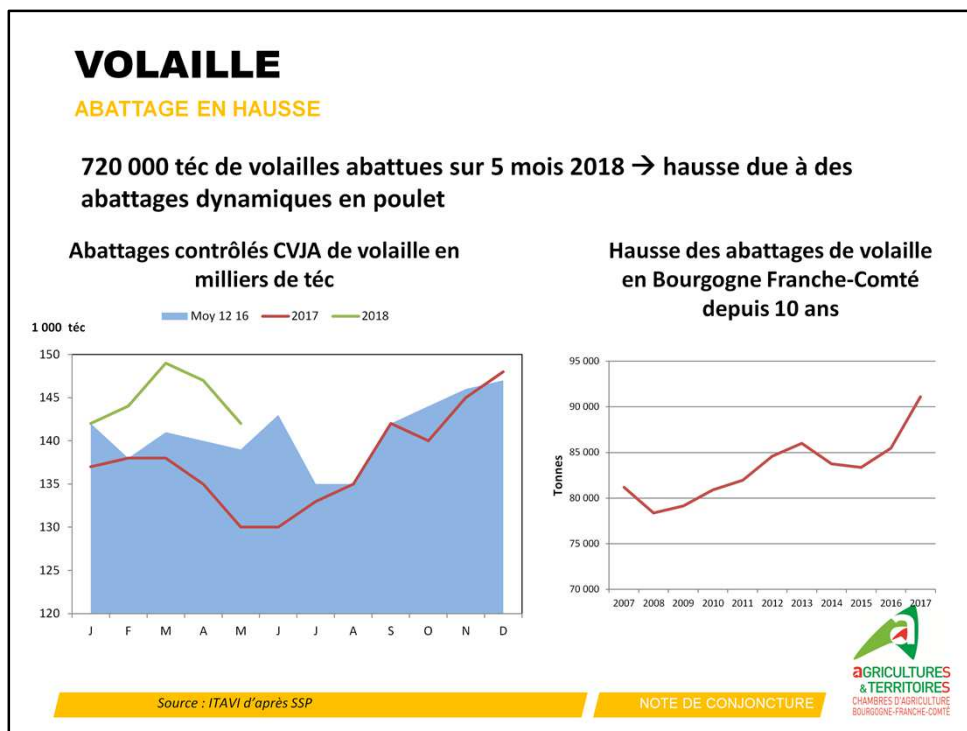
Réduction du déficit commercial de l'UE en valeur en lien avec le repli des importations en provenance du Brésil.

France

La production de volaille est en hausse de + 2,3 % par rapport à 2016.

Le déficit commercial avec l'UE progresse.

La consommation de volaille est en hausse de + 1,8 %, tirée par la croissance des consommations de poulet (+ 4,5 %).



Abattages en hausse sur 5 mois 2018 (source : supplément de TeMA n°46 juillet-août 2018)

En tonnes, les abattages de volailles sur 5 mois 2018 sont en hausse de + 6,9 % par rapport à 5 mois 2017 pour s'établir à 720 000 téc, tirés par des **abattages dynamiques en poulet** (+ 6,5 %, soit + 28 500 téc) et par la reprise de la production de canard gras (+ 15 200 téc) avec des abattages qui retrouvent les niveaux des années antérieures aux épisodes d'influenza depuis avril.

Sur les 5 premiers mois, les abattages de dinde suivent également une progression de + 1,1 %, de même pour la pintade (+ 3 %), tandis que les abattages de canard à rôtir sont en légère baisse (- 0,3 %).

En têtes, le cumul des abattages de **poulet** sur 5 mois 2018 a augmenté moins vite que les tonnages (+ 4,3 % contre + 6,5 %) ce qui suggère **une augmentation du poids moyen à l'abattage** (+ 2,2 %), liée aux baisses de production du poulet léger type «grand export» et également aux stratégies de reconquête du marché intérieur sur la découpe qui orientent la production standard vers des souches plus lourdes.

En BFC, les bâtiments s'agrandissent (recherche d'économie en transport des animaux et en aliments), avec la mise en œuvre de mesures « bien-être animal » : éclairage naturel avec de grandes ouvertures, jardins d'hiver, perchoirs, ... et une plus grande maîtrise des consommations énergétiques (équipements d'échangeurs d'air, isolation renforcée, éclairage économe ...). Après une phase importante de construction neuve, la rénovation des anciens bâtiments a démarré. En volaille de chair, la modernisation en BFC est la même qu'au national.

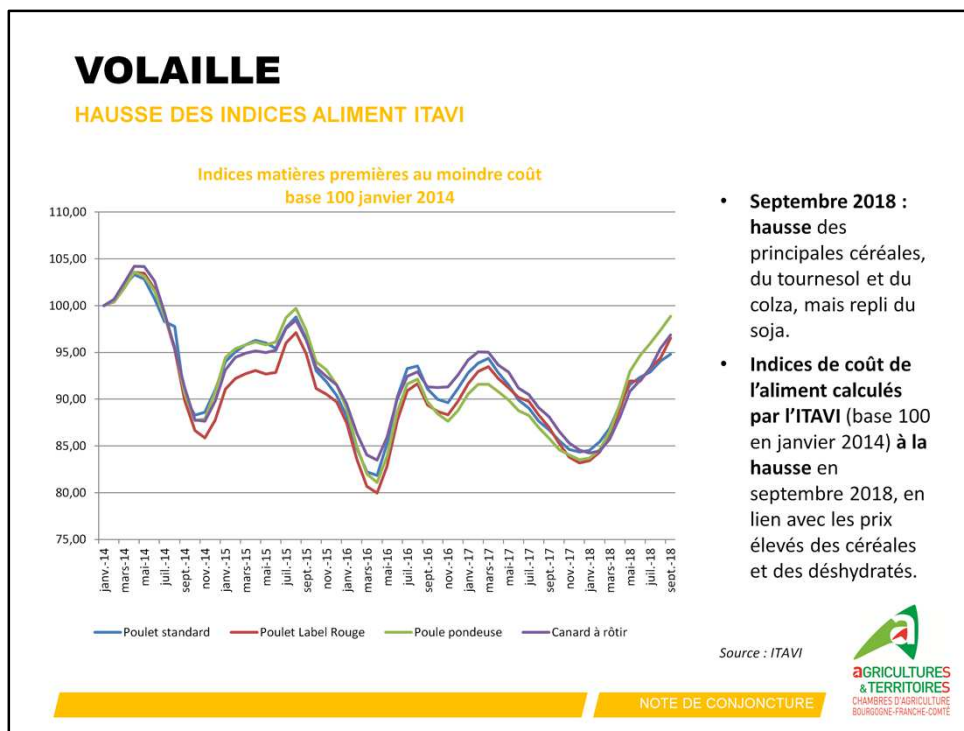
AOP Volaille de Bresse

La filière se maintient et poursuit ses installations.

Le phénomène d'hémorragie des mises en place semble s'arrêter. En 2017, 156 éleveurs sont recensés pour 938 000 poussins mis en place.

Le nombre de mises en place par atelier augmente encore avec environ 6 000 poussins par élevage.

Le Comité Interprofessionnel de la Volaille de Bresse et les Chambres d'agriculture de Saône-et-Loire et de l'Ain poursuivent leurs actions de recherche d'éleveurs. On note déjà 6 installations en Saône-et-Loire en 2018.



(source : supplément de TeMA n°46 juillet-août 2018)

En septembre 2018, les cours mensuels lissés des matières premières sur trois mois sont en hausse par rapport au mois précédent pour les principales céréales avec + 3,3 % pour le blé, + 4,4 % pour le maïs et + 4,8 % pour l'orge. Les cours des tourteaux sont en repli pour le soja (- 2,5 %), mais en hausse pour le tournesol (+ 1,7 %) et le colza (+ 1,9 %). Les cours de la luzerne sont orientés à la hausse (+ 2,9 %), ainsi que ceux de la pulpe de betterave déshydratée (+ 6,2 %).

Les indices de coût de l'aliment calculés par l'ITAVI (base 100 en janvier 2014) s'inscrivent à la hausse en septembre 2018 en lien avec les prix élevés des céréales et des déshydratés.

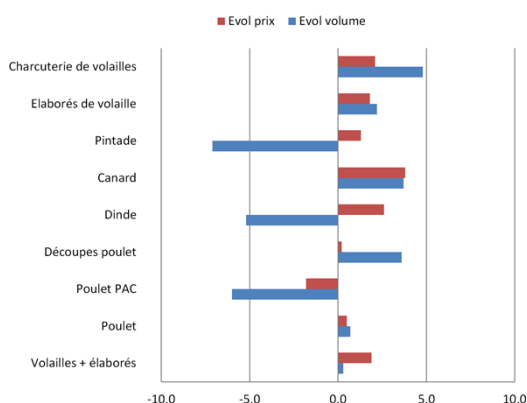
Par rapport à août 2018, l'indice aliment progresse pour le poulet standard (+ 0,8 %), le poulet label (+ 2,1 %) pour les poules pondeuses (+ 1,6 %) et s'échelonnant de - 0,1 % (dinde) à + 3,2 % (lapin) pour le reste des espèces.

L'objectif actuel des producteurs est de répercuter la hausse du prix des aliments au niveau de l'aval afin d'obtenir une meilleure rémunération.

VOLAILLE

ACHAT DES MÉNAGES EN HAUSSE

Évolution des achats des ménages en % sur 8 périodes 2018/2017



- Progression des achats de viandes fraîches de volaille et élaborés grâce au poulet et au canard sur 8 périodes 2018.
- Baisse des achats de dinde et de pintade.
- Hausse des produits transformés pour les élaborés et de la charcuterie.

Source: ITAVI d'après Kantar Worldpanel



NOTE DE CONJONCTURE

Poursuite de la progression des découpes (source : supplément de TeMA n°46 juillet-août 2018)

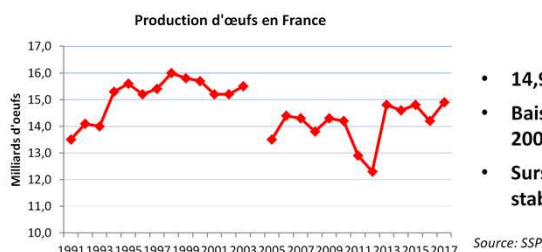
Les achats de viandes de volaille fraîches et élaborées progressent (+ 0,3 %) sur 8 périodes 2018 par rapport à 2017. Les achats de poulet suivent une hausse de + 0,7 % avec un repli des achats de poulet PAC Label (- 6,1 %) et standard (- 11,7 %) tandis que les découpes suivent une progression de + 3,6 % aussi bien pour les escalopes (+ 1,5 %) que pour les cuisses et giques (+ 1,5 %).

Les achats des ménages sont en nette diminution pour la dinde (- 5,2 %) et la pintade (- 7,1 %) tandis qu'ils progressent pour le canard (+ 3,7 %).

Le segment des produits transformés progresse toujours avec une hausse de + 2,2 % pour les élaborés et + 4,8 % pour la charcuterie.

VOLAILLE

LE MARCHÉ DES ŒUFS ET DES OVOPRODUITS



- 14,9 milliards d'œufs en 2017
- Baisse de production d'œufs entre 2000 et 2012
- Sursaut entre 2012 et 2013 puis stabilisation → directive bien-être

	Part des exploitations	Part des capacités de production	Capacité moyenne en PP/exploitation	Évolution des capacités moyennes 2018-2016
Biologique	27%	7%	6 470	+28,3%
Plein air	48%	18%	9 030	+71,2%
Sol	7%	6%	18 760	+167,4%
Cage	18%	69%	89 080	+69,5%
ensemble	100%	100%	23 835	+13,1%

Source: DGAL

NOTE DE CONJONCTURE



(source : supplément de TeMA n°46 juillet-août 2018)

Les modes de production biologique, systèmes au sol et plein air en net augmentation

La production française d'œufs de consommation est en baisse régulière entre 2000 et 2012, puis connaît un sursaut de production entre 2012 et 2013 (+ 21 %) pour se stabiliser ensuite. Pour satisfaire à la directive bien-être, les bâtiments ont été vidés pour travaux vers des cages aménagées, l'occasion pour une partie des élevages de réaliser des agrandissements. Selon le SSP, la production s'établit à 14,9 milliards d'œufs en 2017, soit 925 000 tonnes d'après les calculs de l'ITAVI. Depuis la fin des années 90, elle se diversifie de plus en plus vers les modes de production plein air, sol et biologique. Entre 2006 et 2016, le taux de croissance annuel moyen est de + 10,5 % pour les systèmes biologiques, + 7,1 % pour les systèmes au sol, + 5,3 % pour les poules de plein air hors Label Rouge et + 3,9 % pour le Label Rouge. La part des cages est quant à elle en baisse de - 1,3 % par an.

Ces dernières années, en BFC, on observe des investissements en hausse en poules pondeuses répartis pour moitié en production biologique et pour moitié en production plein air.

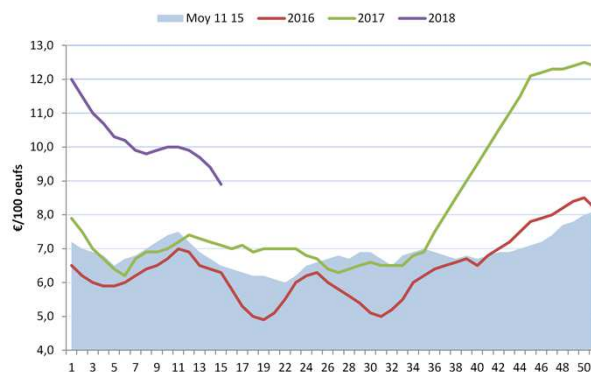
Un atelier poules pondeuses peut être une piste de diversification pour les agriculteurs céréaliers ou polyculteurs éleveurs en recherche d'un atelier supplémentaire pour installer un jeune. A noter que ces ateliers nécessitent souvent un complément d'emploi sous forme de salariat.

VOLAILLE

LE MARCHÉ DES ŒUFS ET DES OVOPRODUITS

2017 : retour progressif à la normale des cotations des œufs suite la crise du fipronil

Évolution de la TNO (moyenne des calibres M et G)



Source: les marchés

NOTE DE CONJONCTURE



(source : supplément de TeMA n°46 juillet-août 2018)

Retour progressif à la normale des cotations des œufs

En 2017, suite à la crise du fipronil, la « TNO calibré » a augmenté de + 89 % entre la semaine 34 et 45 pour se stabiliser autour de 12,4 € les 100 œufs jusqu'en fin d'année. Aussi, sur l'année 2017, la TNO calibré est en hausse de + 28,7 % par rapport à 2016, soit + 8,07 € / 100 œufs. Sur les 14 premières semaines 2018, la TNO reste en hausse de + 45,2 % par rapport à l'année passée, mais se replie pour retrouver des valeurs plus proches de la moyenne.

De même, la « TNO industrie » a connu la même tendance inflationniste avec une hausse de + 58,6 % en 2017, soit un prix moyen de 1,11 €/kg, mais avec un retour à des valeurs proches des années précédentes dès la sixième semaine 2018.

Remarque : **TNO** : Tendance Nationale Officiuse

Il n'y a pas de cotation officielle comme pour la volaille de chair.



NOTE DE CONJONCTURE



**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRES D'AGRICULTURE
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

PORC

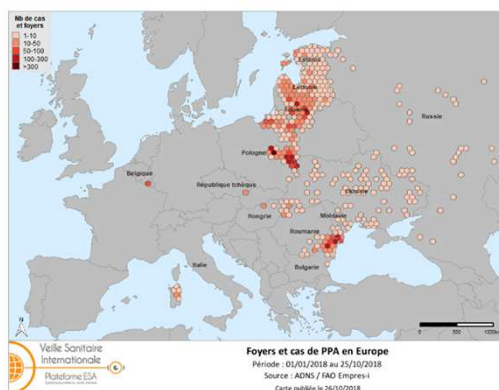
**LA PESTE PORCINE AFRICAINE
BOUSCULE LES MARCHÉS...**

WWW.BOURGOGNEFRANCHECOMTE.CHAMBRES-AGRICULTURE.FR

PORC

UN CONTEXTE MONDIAL LOURD, ENTRE MENACES ET OPPORTUNITÉS

- Les échanges de produits porcins directement impactés par les tensions commerciales internationales.
- Une production toujours en croissance dans les grands bassins.
- Le développement de la Peste Porcine Africaine qui menace directement la France, mais peut offrir des opportunités pour les pays indemnes.



NOTE DE CONJONCTURE

Les échanges commerciaux sont modifiés du fait de tensions diplomatiques entre les USA, la Chine et le Mexique, qui peuvent offrir de nouvelles opportunités d'export pour l'UE.

La production progresse toujours de + 3,7 % aux USA et de + 2,7 % dans l'UE au 1^{er} semestre, toujours tirée par l'Espagne et le Danemark (sur cette période, la hausse de la production espagnole est quasiment équivalente au volume des exportations françaises...).

En France, la production est annoncée par Agreste en légère croissance en 2018 (+ 0,8 %), avant un repli début 2019.

La Chine est touchée depuis le mois d'août par la PPA et, à fin octobre, 13 provinces ont déclaré des cas, plus de 210 000 porcs en sont morts ou ont été abattus, impactant directement le marché intérieur. En Europe, la situation ne semble toujours pas maîtrisée en Roumanie et en Pologne, et un premier cas dans la faune sauvage a été détecté début septembre en Belgique, à quelques kilomètres de la frontière française. Au 31 octobre, 155 cas sur sangliers ont été recensés en Belgique.

PORC

UN MARCHÉ FRANÇAIS ENCORE EN RETRAIT, MAIS DES SIQO QUI FONT PLUS QUE RÉSISTER

- Une consommation en berne depuis 3 ans, qui se confirme sur les 9 premiers mois de 2018 :
 - 4,3 % pour la viande fraîche de porc,
 - 2,8 % pour les charcuteries.

(Source: Kantar Worldpanel/FrancAgriMer)

- Des niches dynamiques, en contraste avec le reste de la production.

Evolution de la production de porcs bio et Label Rouge depuis 2010 (têtes)



Source: IFIP d'après Commission Bio Interbev

Source: IFIP d'après Syllaporc

- Une impatience grandissante face aux promesses des Etats Généraux de l'Alimentation qui tardent à se concrétiser.



NOTE DE CONJONCTURE

La tendance lourde à la baisse de consommation se confirme sur les 9 premiers mois de l'année, toujours plus marquée en viande fraîche qu'en charcuterie. Elle cache toutefois des disparités, avec certains segments qui conservent une croissance marquée, notamment pour les SIQO.

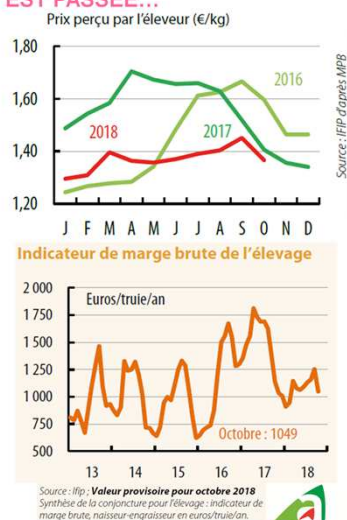
La montée en gamme, initiée dans le cadre du plan de filière, passera dans un premier temps par l'évolution du socle de base du Porc Français, mais devra aussi être complétée par différentes démarches de différenciation pour répondre aux attentes des consommateurs.

Comme dans d'autres filières, la contractualisation et la construction d'indicateurs de coûts de production et de marché font débat. Dans ce domaine également, les démarches de segmentation prennent les devants avec de nombreuses communications d'accords amont-aval incluant une prise en compte des coûts de production.

PORC

POUR LES ÉLEVEURS, L'EMBELLIE DE 2016-2017 EST PASSÉE...

- Des cours du porc en retrait par rapport à 2016 et 2017 : - 15 % en 1 an, le cours de référence au MPB s'établissant à 1,173 €/kg au 5 novembre.
- Une hausse du prix de l'aliment IFIP de 8 €/t en août-septembre pour atteindre 239 €/t.
- Une marge brute en élevage revenue à son niveau de mi-2016.
- Des perspectives toujours très incertaines.



NOTE DE CONJONCTURE



Le cours français s'est situé au 1^{er} semestre nettement en retrait des autres marchés européens, un nivellement par le bas s'opérant en septembre (- 9 cts en 2 semaines au MPB). Sur un an, le prix de l'aliment IFIP progresse de + 4,4 % et la tendance devrait se poursuivre dans les prochains mois au regard de l'évolution des récoltes et des stocks mondiaux.

Conséquence, après la période favorable observée en 2016-2017, les résultats 2018 des élevages seront largement affectés.

Les dernières prévisions de l'IFIP tablent sur une dégradation des cours de 5 / 6 % d'ici le 1^{er} trimestre 2019, mais l'évolution de la PPA pèsera fortement sur l'orientation, entre éventuelles opportunités export ou fermeture des marchés et concurrence intra-communautaire accrue en cas de dégradation sanitaire en Europe.

PORC

ET EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ...

- Une vigilance sanitaire forte du fait de la proximité de la frontière belge...
- La production régionale semble repartir à la hausse au 1er semestre 2018 (+2,5 %), principalement sur la zone bourguignonne. Les abattages sont eux aussi en croissance (+ 3,5 %), mais la dynamique est cette fois plus franc-comtoise, l'essentiel des animaux bourguignons étant abattus dans les régions limitrophes.
- Des produits locaux et des niches qui résistent :
 - progression de + 2 % des produits de salaisons IGP francs-comtois en 2017
 - dynamique autour de l'AB notamment en Bourgogne,
 - relance de la production du Jambon du Morvan et du Jambon de Luxeuil, ...



NOTE DE CONJONCTURE

Les mesures de protection vis-à-vis de la PPA se mettent en place pour éviter la catastrophe que constituerait son arrivée : en Belgique, les cours ont chuté de 21 cts dans les 3 semaines suivant les premiers cas détectés dans la faune sauvage. L'arrêté biosécurité publié au JORF le 17 octobre impose la mise en place d'un plan de biosécurité dans les élevages, ainsi qu'une formation spécifique pour les éleveurs : des sessions de formation devront donc être déclinées en région dès 2019.

Les dynamiques d'élevage et d'abattage sont contrastées entre Bourgogne et Franche-Comté. La première conserve une production en nette croissance sur les 6 premiers mois de l'année 2018 (+ 4,8 %), alors que la seconde se maintient juste (+ 0,5 %), dans des volumes malgré tout équivalents. L'orientation est inverse pour l'abattage, la Franche-Comté présentant une croissance de + 5,3 % quand la Bourgogne recule de - 3,6-%, mais sur des volumes 5 fois inférieurs.

NOTE DE CONJONCTURE

Contributions :

Vincent Gallois (grandes cultures et viticulture), Pierre-Emmanuel Belot (bovin lait), Vincent Doal (bovin viande), Catherine Challan-Belval (volaille), Romaric Cussenot (porc), Sophie Dubreuil (sécheresse et coordination générale de la note).

Avec l'appui des référents départementaux : Mathieu Cassez (CA25), Frédéric Demarest (CA39), Jocelyn Kerleaux (CA58), Marie-Christine Pioche (CA70).





NOTE DE CONJONCTURE



**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRES D'AGRICULTURE
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

WWW.BOURGOGNEFRANCHECOMTE.CHAMBRES-AGRICULTURE.FR